Irlande du Nord : contexte et enjeux de la victoire électorale inédite du Sinn Féin aux législatives

lundi 30 mai 2022, par LABICA Thierry (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2022).

La victoire du Sinn Féin aux élections du 5 mai dernier est un nouveau pas dans la crise que connait le Royaume-Uni après le Brexit.

Sommaire

- Une réaction en chaîne
- Le Sinn Féin est renforcé
- Vers un affaiblissement (...)

Le 5 mai dernier ont eu lieu une série d'élections au Royaume-Uni. L'Écosse, le Pays de Galles et l'Angleterre (soit la Grande-Bretagne) renouvelaient une partie de leurs gouvernements locaux (environ 150 assemblées sur un total de 400, soit environ 4 000 sièges sur un total de 20 000). Le même jour, l'Irlande du Nord réélisait son parlement autonome (Stormont) issu du processus de « dévolution » engagé à partir de l'accord de Belfast de 1998 (aussi appelé « accord du Vendredi saint »).

Pour la première fois depuis la partition de l'Irlande et la création de l'Irlande du Nord il y a 101 ans, le Sinn Féin, formation de gauche, nationaliste républicaine en faveur de la réunification de l'Irlande, est arrivé en tête de cette élection, avec 29 % des suffrages et 27 sièges (d'une assemblée qui en compte quatre-vingt-dix).

Ces élections ont des implications majeures à diverses échelles, que ce soit pour l'Irlande du Nord et l'île d'Irlande elle-même, pour le Royaume-Uni post-Brexit ou, à un niveau international, au-delà du cadre européen même.

Au premier chef, la victoire du Sinn Féin est marquante dans la mesure où la structure politique de l'Irlande du Nord, depuis sa création, visait à rendre une telle éventualité impossible : tout était conçu, dès l'origine, pour garantir des majorités protestantes favorables au maintien de ce territoire dans le Royaume-Uni. En devenant le premier parti du mini-État, le Sinn Féin signale une évolution historique d'autant plus significative que deux ans plus tôt seulement, en 2020, le même parti était devenu la principale force politique au sud, lors des élections législatives en République d'Irlande ; avec près de 25 % des voix, le Sinn Féin dirigé par Mary-Lou McDonald infligea une défaite sans précédent, là encore, au tandem des partis de droite historiques au pouvoir (Fianna Fáil et Fine Gael [1]).

Ces résultats sont eux-mêmes autant d'expressions supplémentaires des évolutions profondes qui traversent la société irlandaise au sud comme au nord, que l'on parle par exemple d'avortement ou de mariage pour tous [2] dans cette culture si longtemps sous l'emprise d'un conservatisme

catholique romain particulièrement puissant. Central également dans la séquence ouverte par l'accord de Belfast, il y a encore le fait qu'existe en Irlande une génération qui, bien qu'amplement avertie sur l'histoire récente de l'île, n'a pas connu les circonstances et les souffrances de trente années de guerre civile. L'audience du Sinn Féin de nos jours ne peut aussi être tout à fait étrangère à cette distance historique qui éloigne désormais ce parti de son lien à l'IRA [3] et au contexte de la lutte armée.

Ces inflexions historiques profondes rencontrent depuis quelques années le contexte créé par le référendum de 2016 sur la sortie de l'UE. Le scrutin nord-irlandais de début mai prend toute son importance au regard de cette situation marquée par le blocage chronique sur la question du statut de l'Irlande du Nord dans ce cadre.

Une réaction en chaîne

Résumons. L'Irlande du Nord est censée sortir de l'UE, de son marché unique, de ses normes et standards, avec le reste du Royaume-Uni. Ceci implique, pour des raisons de réglementations commerciales sur les échanges, l'instauration d'une frontière douanière sur l'île d'Irlande entre le nord et la République qui, elle, fait toujours partie de l'UE. Mais pour des raisons politiques et constitutionnelles, le projet d'une telle frontière est impensable : elle contreviendrait aux dispositions de l'accord de Belfast et serait potentiellement facteur de résurgences auxquelles personne ne veut assister. Une solution temporaire a été négociée entre l'UE et le gouvernement de Boris Johnson : le « protocole sur l'Irlande du Nord ». Selon cet arrangement, l'Irlande du Nord reste dans le marché unique de l'UE, et les contrôles douaniers sont effectués en mer d'Irlande, entre la Grande-Bretagne et l'île d'Irlande et non sur l'île d'Irlande, entre le nord « britannique » et le sud.

Pour les partis unionistes et loyalistes nord-irlandais (qui défendent le maintien dans le Royaume-Uni et la loyauté à la couronne d'Angleterre), ce protocole est un affront dès lors qu'il instaure un statut intermédiaire, ou hybride, de la partie nord de l'île, hors du territoire du Royaume-Uni. En guise de protestation et pour contraindre le gouvernement Johnson à enfreindre l'accord passé avec l'UE, le dirigeant du principal parti unioniste [4], Jeffrey Donaldson, a donc décidé de boycotter la structure de partage de pouvoir (au sein de l'exécutif) instituée par l'accord de Belfast, ce depuis le début février 2021. Donaldson a également pratiqué la politique de la chaise vide dans le cadre des réunions interministérielles entre le nord et le sud. Ce faisant, il bloque depuis plus d'un an le fonctionnement de l'exécutif autonome nord-irlandais [5] et continue ainsi d'empêcher Michelle O'Neill d'exercer son mandat de first minister issu de l'élection du 5 mai.

Trois facteurs contribuent à affaiblir la position historiquement hégémonique des unionistes. Le premier tient à l'ordre constitutionnel issu de l'accord de Belfast et qui impose, entre autres, ce principe de partage du pouvoir. Mais il faut également garder à l'esprit que plus récemment, en 2016, une nette majorité de nord-irlandais (56 %) ont voté pour rester dans l'UE quand les unionistes ont défendu une sortie en version Johnson. Et troisièmement, contrairement à Theresa May dont la survie dépendait de dix élus unionistes après sa dégringolade aux législatives de 2017 au Royaume-Uni, Boris Johnson, lui, n'a pas besoin du moindre parlementaire unioniste au parlement de Westminster pour assurer sa majorité absolue. Autrement dit, les unionistes ne peuvent exercer aucune pression sur le gouvernement Johnson à Londres où les tories anglais (bien plus que britanniques) sont largement majoritaires depuis décembre 2019. D'où le recours à cet autre levier, à savoir le boycott et le blocage prolongé de l'exécutif nord-irlandais.

Le Sinn Féin est renforcé

Si Michelle O'Neill et le Sinn Féin se voient maintenant encore empêchés de gouverner, les dividendes pour eux paraissent assez évidents : face au DUP, défait dans les élections, qui exige que les accords passés avec l'UE soient piétinés, et qui refuse de se soumettre à la règle démocratique la plus élémentaire, le Sinn Féin a tout le loisir de faire figure d'organisation raisonnable, respectueuse de – et pleinement en phase avec – la volonté populaire exprimée dans les urnes (que ce soit lors du référendum sur l'UE ou suite aux dernières élections législatives), soucieuse de bien faire fonctionner les institutions et de se conformer au cadre constitutionnel réputé avoir permis de mettre un terme à des décennies de carnages.

Crédit Photo. Manifestation contre le Brexit à Stormont. © By Sinn Féin - CC BY 2.0

En outre, le Sinn Féin, maintenant principale force politique au nord comme sud, peut non seulement s'appuyer sur la réunification économique instaurée *de fait* par le protocole, et se voit enfin pleinement légitime à revendiquer la mise en œuvre de la disposition clé de l'accord de Belfast, à savoir, un référendum sur la réunification formelle de l'Irlande (mais on notera que selon l'accord de 1998, il continue de revenir au pouvoir britannique de juger de l'opportunité d'une telle consultation). Celui-ci pourrait signer la fin de l'ancienne mainmise coloniale britannique sur le nord de l'île. Pour la présidente du Sinn Féin, M.-L. MacDonald, cet objectif a vocation à être atteint d'ici cinq à dix ans dès lors qu'il faut, explique-t-elle, procéder de manière ordonnée, avec le plus habile respect possible des identités enracinées de longue date (« britanniques », protestantes unionistes et loyalistes) qu'il s'agit de reconnaître et d'inclure, loin de tout esprit de revanche, dans un nationalisme multiculturaliste régional singulier (qui pourrait cependant aboutir à la reconduction pure et simple des sectarismes historiques, ces terribles obstacles à toute solidarité de classe).

Ces possibilités sont imminentes mais comme on le devine sans peine, rien ne va de soi dans cette affaire. Dans les jours qui ont suivi cette élection, la ministre des affaires étrangères de Johnson, Liz Truss, a fait savoir que le gouvernement de Londres n'avait « pas d'autre choix » que de se débarrasser de diverses dispositions du protocole négocié avec l'UE, dès lors qu'il s'agissait désormais de préserver rien moins que la « paix intérieure ».

Dans l'éventualité d'un déni de démocratie aussi grossier, et d'une trahison aussi flagrante des règles convenues tant avec l'UE que dans le cadre de l'accord de Belfast, on voit assez mal comment pourrait ne pas se poser le recours – certes toujours regrettable – à la violence, ce lorsque l'ordre démocratique libéral commettrait l'atrocité de servir d'autres intérêts que ceux de la vieille puissance coloniale et de ses culs bénis les plus indéfectibles.

On voit ici comment la crise prolongée du Brexit fait surgir les limites de l'accord de 1998 qui avait pourtant si bien permis, en son temps, à l'axe impérialiste anglo-états-unien de poser en médiateur habile et bienveillant de conflits ancestraux et apparemment insolubles – ce, cinq années seulement après les accords d'Oslo, dont les limites apparurent incomparablement plus vite, il est vrai. Il demeure, cela dit, que la situation reste en bonne partie suspendue à ce que pourrait être l'attitude américaine en réponse aux ruptures de contrat envisagées (à l'heure où l'on rédige ces lignes) par le

pouvoir britannique [6]. Déjà, en septembre dernier, Joe Biden faisant savoir dans les termes les plus clairs qu'il était « particulièrement attaché » aux dispositions concernant l'Irlande et l'Irlande du Nord et que, tant de son propre point de vue que de celui de ses collègues républicains, il ne pouvait être question de revenir dessus.

Les choses n'étant pas encore suffisamment compliquées comme ceci, il faut ajouter deux composantes supplémentaires indirectes, mais importantes, à cette configuration de rapports de forces.

Vers un affaiblissement qualitatif du pouvoir de Londres

La première a trait au fait que, comme chacun sait, la question de la réunification de l'Irlande (et la fin du Royaume-Uni, seule issue réelle à la crise du Brexit) n'est pas la seule question nationale posée au pouvoir londonien. L'autre vient d'Écosse où le parti nationaliste (SNP) a un peu plus renforcé son hégémonie lors des élections locales du début mai. Là aussi, la question prioritaire est celle d'un nouveau référendum sur l'indépendance (après celui de 2014, à une époque où les Écossais, très majoritairement pro-UE, ne savaient pas encore qu'un vote anglais leur imposerait un repli contraint dans l'espace impérial historique du pouvoir londonien). On peut assurément compter sur ces deux dynamiques nationales et nationalistes irlandaise et écossaise pour se stimuler et se renforcer mutuellement.

Or, plus d'Irlande du Nord, plus de Royaume-Uni ; plus d'Écosse, plus de Grande-Bretagne. Et incidemment, le séparatisme gallois, certes moins fort, ne suit toutefois pas si loin derrière tant la sortie de l'UE et la fin des programmes de fonds structurels dépossèdent le Pays de Galles aussi, financièrement et politiquement, d'une grande partie de la souveraineté qu'il pensait avoir acquise. Pour Londres, une telle dislocation et perte de mainmise régionale (sur les trois « petites » nations du Royaume-Uni) signifieraient une ultime corrosion de la réputation d'État fort et de puissance impériale globale. On voit mal comment les adeptes Tory (suivis par un Labour toujours plus à droite) de la « renaissance » d'une Grande-Bretagne « globale » post-Brexit, réaffirmant sa place dans le monde, pourraient s'accommoder d'une telle déroute dans leur pré carré immédiat [7].

Reste enfin une dernière composante, la république d'Irlande elle-même. Y souhaite-t-on réellement une réunification qui pour offrir le cadre inclusif nécessaire, aurait sans doute à renoncer à son capitalisme agressif, entre explosion là aussi des inégalités, crise du logement catastrophique et paradisation fiscale officielle ? On peut compter sur la bourgeoisie irlandaise – comme n'importe quelle autre – pour être plus soucieuse de « stabilité » du cadre des affaires que d'émancipation nationale. Nombre de ses intellectuels et de ses chroniqueurs, au fil des ans, n'ont en outre pas manqué d'exprimer leur rejet « liberal » et leur condamnation de l'extrémisme » et du terrorisme au nord, du Sinn Féin et de l'IRA [8].

Le Sinn Féin contemporain, première force politique au sud et au nord de l'île, féminisé, rajeuni, conduit par des dirigeantes de grande envergure [9], est-il à même de produire les termes d'un nationalisme émancipateur et progressiste renouvelé ? Sa dynamique politique récente mérite attention et solidarité. Reste à savoir ce que sa participation et sa légitimation accrues dans l'ordre institutionnel existant au nord et au sud fera de cette force politique : sera-t-elle le relai des aspirations émancipatrices et mouvements sociaux d'une nouvelle génération confrontée à l'extrême brutalité d'un capitalisme irlandais largement subalterne ? Saura-t-elle se mettre au service de la résurgence déjà en cours de visées progressistes pour l'ensemble de l'île, contre des institutions politiques et religieuses corrompues, décaties, hostiles de longue date aux bouleversements qu'une réunification effective entraînerait, et donc toujours déterminées à garder la main quoi qu'il arrive ?

Ou le Sinn Féin s'enlisera-t-il dans les marais de la normalisation qui d'ores et déjà s'accorderait d'une réunification fédérale, par le haut, qui laisserait intacte l'autonomie du Nord, cajolerait ses bigots réactionnaires monarchistes au nom du respect de la diversité culturelle, et se garderait de gâcher la fête des riches et de leur ordre politique sur mesure au sud ?

La « nouvelle ère », parfois un peu vite annoncée, n'est pas pour tout de suite. Mais, la poussée du Sinn Féin aide à en tracer les contours.

Thierry Labica

P.-S.

• Revue L'Anticapitaliste n°135 (mai 2022). Publié le Mardi 24 mai 2022 à 17h00 : https://lanticapitaliste.org/actualite/international/irlande-du-nord-contexte-et-enjeux-de-la-victoire-electorale-inedite-du

---

Notes

[1] Sinn Féin, pour mémoire, obtint 2,5 et 2,6 % des suffrages aux législatives en république d'Irlande en 1998 et 2002 respectivement. Aux législatives précédentes (2016), il avait atteint 13,8 %.

[2] La république d'Irlande.

[3] Lien que ses adversaires politiques ne cessent de le lui rappeler, bien entendu (mais sans toutefois parvenir à susciter l'effroi espéré).

[4] Le DUP, pour Democratic Unionist Party, ouvertement pro-Trump, pour se faire une idée rapide et simple de l'orientation générale.

[5] Déjà mis en grande difficulté par ses prédécesseurs, Arlène Foster (liée à un scandale qui coûta un demi-milliard aux finances du gouvernement nord-irlandais) et le créationniste Paul Givan. L'un et l'autre ont été poussés dehors par leur propre parti.

[6] On ne pense pas, toutefois, que la Chine entende faire croiser sa marine de guerre en mer d'Irlande afin d'afficher son soutien à un système international « basé sur les règles », comme le gouvernement Johnson eut la grande et noble idée de le faire en mer de Chine au cours de l'été 2021

[7] Je reprends ici un thème très bien développé par Kieran Allen dans son *32 Counties : the Failure of Partition and the Case for a United Ireland*, Pluto Press, 2021, p.58-62.

[8] Ibid. p.134-141. Merci à Clemence Saintmarie de m'avoir fait lire ce livre.

[9] Le contraste avec le principal personnel politique britannique, d'un sordide pas si loin d'être divertissant, s'avère très remarquable. Notons en outre que parmi toutes les principales formations politiques nationales en Europe, le Sinn Féin est probablement celle qui exprime les

positions les plus rigoureuses et les plus exemplaires sur la question israélo-palestinienne, encore souvent perçue, il est vrai, comme un miroir tendu à l'histoire coloniale de l'Irlande elle-même.